Niger : Les forces de sécurité démantèlent la base des assaillants de l'attaque de l'aéroport de Niamey

MALI
1962
L'information est l'oxygène des temps modernes
JEUDI 25 Juin 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Bilan de la Transition : Des chiffres ambitieux qui appellent davantage de transparence et d'évaluation



QUINZE HÔPITAUX DANS DES VILLES INVISIBLES : Le vrai bilan de cinq ans de Transition



Journée du Rassemblement national pour l'unité des musulmans : Un événement religieux aux résonances politiques fs de la 12e revue annuelle de l'UEMOA

Sommaire

P.04



P.22



P. 20



UNE /

Bilan de la Transition : Des chiffres ambitieux qui appellent davantage de transparence et d'évaluation — **P 04**

BRÈVES /

Kayes : La Police saisit 98 briques de chanvre indien et interpelle deux suspects — **P 11**

Alliance des États du Sahel : Le Niger concrétise son départ de la CPI — **P 11**

Marché El Hadji Dossolo Traoré : Ouverture des inscriptions pour le recasement des commerçants sinistrés — **P 12**

Niger : Les forces de sécurité démantèlent la base des assaillants de l'attaque de l'aéroport de Niamey — **P 13**

ACTUALITÉ /

Développement des ressources animales et aquacoles : Les acteurs du PDIRAM 2 évaluent les filières avicole, halieutique et aquacole à Bamako — **P 15**

Immatriculation des motos et tricycles : Des équipes déployées dans les camps militaires pour faciliter l'enrôlement — **P 17**

POLITIQUE /

Journée du Rassemblement national pour l'unité des musulmans : Un événement religieux aux résonances politiques — **P 20**

QUINZE HÔPITAUX DANS DES VILLES INVISIBLES : Le vrai bilan de cinq ans de Transition — **P 22**

CULTURE & SOCIETÉ /

Journée mondiale de l'hygiène menstruelle : Le ministère de l'Éducation nationale intensifie la sensibilisation en milieu scolaire — **P 25**

Pour une gouvernance mondiale de l'IA au service de tous — **P 26**

INTERNATIONAL /

Iran : Téhéran affirme son contrôle sur le détroit d'Ormuz et poursuit les négociations avec Washington — **P 28**

Tournée du ministre mauritanien de la Défense dans l'AES : Entre rapprochement sécuritaire et interrogations stratégiques — **P 29**

SPORT /

Protection des jeunes footballeurs : La FEMAFOOT annonce une mission de certification des centres de formation — **P 31**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [902] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissako

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Bilan de la Transition : Des chiffres ambitieux qui appellent davantage de transparence et d'évaluation



Les ministres de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Oumou Sall Seck, et du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, Fassoun Coulibaly, ont présenté, le 22 juin 2026 à Bamako, les principaux acquis enregistrés au cours des cinq années de la Transition. À travers cette conférence-débat, les autorités ont mis en avant les résultats obtenus dans les domaines de l'emploi, de la formation professionnelle et des réformes administratives.

Selon les chiffres communiqués, plus de 304 000 emplois auraient été créés à travers le pays depuis le début de la Transition. Plus de 86 000 jeunes auraient bénéficié de formations en entrepreneuriat, tandis que près de 10 000 plans d'affaires et kits d'insertion auraient été financés.

D'autres réalisations ont également été évoquées, notamment la construction et la réhabilitation de centres de formation professionnelle, l'octroi de bourses d'études et de perfectionnement, ainsi que le financement de permis de conduire pour des milliers de jeunes dans le cadre de programmes d'insertion.

Dans le domaine de la fonction publique, le ministre Fassoun Coulibaly a souligné l'adoption de la nouvelle grille indiciaire unifiée, le nouveau statut général des fonctionnaires, la Politique nationale de sécurité et de santé au travail ainsi que le Pacte de stabilité sociale et de croissance.

Si ces chiffres sont exacts et reflètent une amélioration durable



des conditions d'emploi et de formation des jeunes, ils constituent indéniablement une performance notable. Cependant, l'exercice du bilan ne saurait se limiter à l'énumération de statistiques globales. Il doit également permettre d'évaluer l'impact réel des politiques publiques sur le terrain et de mesurer les résultats obtenus à l'aune des défis auxquels le pays a été confronté.

L'une des principales questions concerne la comparaison entre les emplois créés et ceux perdus au cours de la même période. Depuis 2021, le Mali a connu le départ de plusieurs acteurs économiques et institutionnels majeurs. La fermeture progressive des bases de l'opération Barkhane, le retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), ainsi que la réduction ou la suspension des activités de nombreuses ONG et partenaires techniques et financiers ont entraîné la suppression de milliers d'emplois directs et indirects.

Des chauffeurs, agents de sécurité, logisticiens, manutentionnaires, fournisseurs, restaurateurs, propriétaires immobiliers et prestataires de services dépendaient de la présence de ces organisations. Dans plusieurs régions, notamment à Gao, Tombouctou, Mopti et Bamako, leur départ a fortement affecté l'économie locale.

Dans ce contexte, les autorités gagneraient à publier une étude détaillée permettant de comparer le nombre d'emplois perdus en raison du retrait de ces structures avec les 304 000 emplois annoncés. Quelle part de ces nouveaux emplois est constituée d'emplois permanents ? Combien relèvent du secteur public, du secteur privé ou de l'auto-emploi ? Quelle est leur durée moyenne et leur niveau de rémunération ?

De même, les citoyens sont en droit de demander des données précises sur les 86 000 jeunes formés et les 10 000 projets financés : listes des bénéficiaires, taux d'insertion professionnelle, taux de survie des entreprises créées et ré-



partition géographique des investissements.

Les Maliens ne contestent pas les efforts annoncés. Au contraire, si ces réalisations sont effectivement visibles et mesurables, elles méritent d'être reconnues et saluées. Mais dans une démocratie moderne, les chiffres avancés doivent être accompagnés de preuves, de rapports d'évaluation et d'indicateurs vérifiables.

Le véritable défi n'est donc pas seulement d'annoncer des résultats, mais de démontrer, documents à l'appui, que les emplois créés compensent réellement les pertes enregistrées et contribuent durablement à l'amélioration des conditions de vie des populations. C'est à cette condition que le bilan de la Transition pourra être apprécié à sa juste valeur.

À lire les questions qui méritent des réponses

Les Maliens ont besoin de réponses claires à plusieurs interrogations :

• Où se trouvent les 304 000 emplois annoncés ?

• Quelle est la répartition de ces emplois par région et par secteur d'activité ?

• Combien sont des emplois permanents et combien relèvent de travaux temporaires ou de programmes à durée limitée ?

• Quel a été l'impact du retrait de la MINUSMA, de Barkhane et de la réduction des activités de certaines ONG sur le marché de l'emploi ?

• Les emplois créés ont-ils compensé les pertes enregistrées dans les villes qui dépendaient fortement de ces structures internationales ?

• Quels sont les noms et les localités des centres de formation construits ou réhabilités ?

• Combien de jeunes ayant bénéficié des formations en entrepreneuriat exercent aujourd'hui une activité génératrice de revenus ?

• Quel est le taux de survie des entreprises créées grâce aux financements publics accordés durant la Transition ?

• Existe-t-il des audits indépendants ou des rapports d'évaluation permettant de confirmer ces résultats ?

Moctar Sow

- A'SALFO

Je dis courage à tous ceux qui, comme moi sont devant leur petit écran pour pour pousser la RD Congo pour rendre encore l'Afrique plus fière ce soir... Allez les Léopards!!!

- A'SALFO

Poule des États-unis là, on dirait tout le monde a peur de marquer.

Ils ont raison, le vieux là est imprévisible; lui il arrache visa vite fait!

- UNFPA West and Central Africa, UNFPA Afrique de l'Ouest et du Centre

Les anciens chefs d'État, ministres, institutions régionales et dirigeants de l'ONU sont à Dakar pour #RICOPIII, plaçant la dynamique démographique au centre des discussions sur l'emploi, la gouvernance, la paix et le développement durable en Afrique de l'Ouest et du Centre.

#PopulationMatters #SDG8 #SDG16 #UNFPA #UNDP



- Mali Basket-Ball Kene

CEREMONIE d'inauguration de Chemin de la Fiba 18 Juin 2026 avec les autorités de Mies en Suisse. Hamane Niang Président Fondation Fiba Monde !!!



- Ministère De L'Emploi Et De La Formation Professionnelle Du Mali

Audience accordée à la Startup Emploi et Moi

Le mardi 23 juin 2026, Madame Oumou Sall Seck, Ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, a accordé une audience à Monsieur Mahamadou SANOGO, Fondateur et Directeur de la Startup Emploi et Moi.

Cette visite avait pour objet la remise à Madame la Ministre d'un trophée de reconnaissance, intitulé «

Best Partner », en témoignage de son accompagnement à l'organisation de la 7eme édition du Salon international du Recrutement (SIR MALI 7)

À cette occasion, Monsieur SANOGO a présenté les ambitions et les projets innovants portés par la Startup Emploi et Moi en faveur du développement des compétences, de l'employabilité et de l'entrepreneuriat des jeunes. Il a également réaffirmé sa volonté de contribuer à faire du Mali un pôle d'innovation où l'Intelligence artificielle constitue un levier de création d'emplois, de compétences et d'opportunités pour la jeunesse.

Pour sa part, Madame la Ministre a félicité et encouragé la Startup Emploi et Moi pour ses initiatives innovantes, qui contribuent au développement de l'entrepreneuriat et à la création d'opportunités d'emploi au Mali.

Cellule Communication – MENEFP



- Bamako Bamada

GRAND TOURNANT POUR LA JUSTICE MALIENNE !

Sous la haute présidence du Général d'Armée Assimi Goïta, Chef de l'État, et en présence du Premier ministre, le Docteur Général de Division Abdoulaye Maïga, le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire ce vendredi 19 juin 2026 au Palais de Koulouba.

Au cœur des grandes décisions : une réforme majeure portée par le ministre de la Justice, Mamoudou Kassogué, qui va transformer le quotidien des justiciables maliens !

Ce qui change officiellement :

Le gouvernement a adopté le tout nouveau projet de loi portant Statut des Commissaires de Justice (qui remplacent désormais les anciens Huissiers-Commissaires de Justice).

Pourquoi cette réforme est historique ?

Avec la création des nouvelles régions au Mali, il y avait un besoin urgent d'augmenter le nombre d'officiers publics sur le terrain pour que chaque Malien, où qu'il soit, ait accès à la justice. La vieille loi de 2016 est désormais dépassée !

Les 3 grandes innovations à retenir :

1 Nouveau titre : Place aux «Commissaires de Justice», un statut plus moderne.

2 Tolérance zéro sur le cumul : Interdiction stricte pour un commissaire titulaire d'occuper plus d'une charge (plus de transparence, moins de monopoles !).

3 Opportunité pour la jeunesse : Une passerelle exceptionnelle est ouverte aux clercs principaux expérimentés pour intégrer directement la profession.

Qu'en pensez-vous ? Cette réforme va-t-elle accélérer le règlement des litiges au Mali ? Donnez-nous votre avis en commentaire !

#Mali #AssimiGoita #JusticeMali #Koulouba #ConseilDesMinistres #BamadaNet #Actualité-Mali



- DELTA-C

SEMAINE DE SOUTENANCE MASTER – DELTA-C

Ce lundi 22 Juin 2026, Karamoko TRAORE, étudiant en Planification Territoriale, Environnementale et Développement Durable à brillamment présenté les résultats de son mémoire de recherche.

Thème : « Impact du play based learning dans la stratégie de mobilisation des ressources de l'ONG RIGHT TO PLAY au Mali »

Félicitations à lui pour ce travail remarquable, reflet de son engagement académique et professionnel. Nous lui souhaitons plein succès pour la suite de son parcours !

DELTA-C, former aujourd'hui les leaders de demain.

#DELTA_C #MasterDELTAC #SemaineDeSoutenance #FiertéDELTA_C

#ExcellenceAcadémique #LeadershipAfricain #JeunesseEngagée

#FormationProfessionnelle #RechercheAppliquée #BAD #PAGE



- Nouhoum Togo

Hommage à Mamadou Seyba Touré, pionnier de l'enseignement privé au Mali

Le Mali a perdu l'une des figures marquantes de son système éducatif. Avec la disparition de Mamadou Seyba Touré, notre pays perd un bâtisseur, un visionnaire et un homme qui a consacré l'essentiel de sa vie à la formation de la jeunesse malienne.

Par son engagement et sa détermination, il a été l'un des pionniers de l'enseignement privé, de la formation technique et de l'enseignement supérieur au Mali. À une époque où les capacités d'accueil des établissements publics étaient limitées, il a fait le choix courageux d'investir dans l'éducation, convaincu que le développement d'une nation repose avant tout sur la qualité de ses ressources humaines.

Fondateur du Centre Mabilé, du Centre de Formation Technique de Quinzambougou (CFTQ) et de l'Université Kennedy de Bamako, Mamadou Seyba Touré a contribué à la formation de milliers de jeunes Maliens. Grâce à son œuvre, de nombreuses générations ont pu acquérir des compétences professionnelles et universitaires leur permettant de servir le pays dans l'administration,

les entreprises et divers secteurs de la vie nationale.

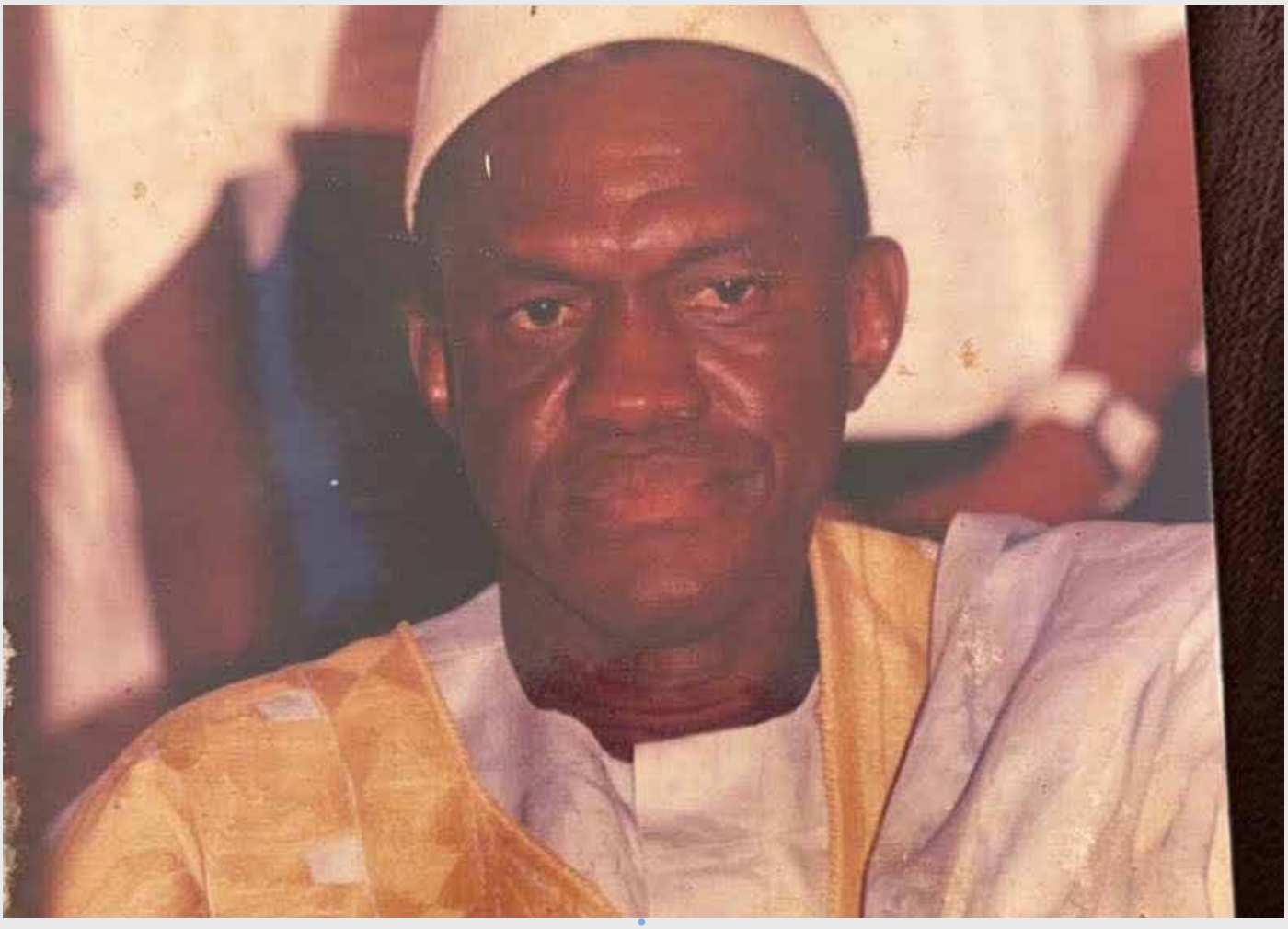
L'État malien a reconnu très tôt l'importance de son action, notamment avec la reconnaissance d'utilité publique du Centre Mabilé en février 1991. Son engagement constant pour l'excellence et l'innovation dans l'enseignement a fait de ses établissements des références dans le paysage éducatif national.

Aujourd'hui, au-delà des bâtiments et des institutions qu'il laisse derrière lui, c'est un héritage intellectuel et humain considérable qui demeure. Son nom restera associé à la promotion du savoir, à la formation des jeunes et à la construction d'un Mali plus instruit et plus compétitif.

En rendant hommage à Mamadou Seyba Touré, nous saluons un grand fils de ce pays, un homme dont la vision a contribué à transformer la vie de milliers de familles maliennes. Son parcours est une source d'inspiration pour les générations présentes et futures.

Que le Tout-Puissant lui accorde Son pardon, Sa miséricorde et l'accueille dans Son Paradis éternel.

Dors en paix, Mamadou Seyba Touré. Le Mali reconnaissant n'oubliera jamais ton œuvre et ton immense contribution à l'éducation nationale.



Kayes : La Police saisit 98 briques de chanvre indien et interpelle deux suspects



Dans le cadre de la lutte contre la criminalité et les trafics illicites, le Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Kayes a enregistré un important succès opérationnel avec la saisie d'une importante quantité de drogue et l'arrestation de deux individus présumés impliqués dans un réseau de trafic de stupéfiants.

L'opération a été menée le 21 juin 2026 sous la direction du Commissaire Principal de Police Daouda Cissé. Selon les informations fournies par les services de police, les agents ont procédé à l'interpellation de deux suspects identifiés par les initiales H. N'D., âgé de 41 ans, et H. S., âgé de 39 ans. Les deux hommes circulaient à bord d'un véhicule transportant plusieurs colis jugés suspects.

Les premières investigations ont permis d'établir que ces colis avaient été embarqués dans une gare routière de Kayes et devaient être acheminés vers la localité de Diboli. Grâce à la vigilance et au professionnalisme des éléments du Commissariat, un contrôle approfondi a été effectué. La fouille des colis a conduit à la découverte de quatre-vingt-dix-huit (98) briques de chanvre indien soigneusement dissimulées, destinées vraisemblablement à alimenter un réseau de trafic de drogue.

Les deux mis en cause ont été placés à la disposition de la justice. Une enquête a été ouverte afin d'identifier d'éventuels complices et de démanteler l'ensemble du réseau impliqué dans ce trafic.

Cette saisie illustre l'engagement constant des Forces de sécurité dans la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, conformément aux orientations du Directeur Général de la Police Nationale, le Contrôleur Général Youssouf Koné, avec le soutien du ministère de la Sécurité et de la Protection civile.

À cette occasion, le Commissaire du 1er Arrondissement de Kayes a félicité ses équipes pour le travail accompli et a invité les populations à renforcer leur collaboration avec les services de sécurité en signalant tout comportement suspect via le numéro vert de la Police nationale, le 101.

Arouna Sidibé

Alliance des États du Sahel : Le Niger concrétise son départ de la CPI



Le Niger a franchi une nouvelle étape dans sa politique de réaffirmation de souveraineté en officialisant son retrait de la Cour pénale internationale (CPI). L'institution basée à La Haye a confirmé, mardi 23 juin, avoir reçu la notification officielle de retrait transmise par les autorités nigériennes le 18 juin 2026.

Cette décision, prise sous l'autorité du Chef de l'État, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, concrétise une orientation politique annoncée depuis plusieurs mois. Conformément aux dispositions du Statut de Rome qui régit la CPI, le re-

trait ne prendra toutefois effet qu'un an après la réception de la notification officielle. Ainsi, la sortie du Niger de la juridiction internationale deviendra juridiquement effective le 18 juin 2027.

Cette démarche s'inscrit dans un mouvement plus large porté par la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES), regroupant le Niger, le Mali et le Burkina Faso. En septembre 2025, les trois pays avaient annoncé conjointement leur intention de quitter la Cour pénale internationale, dénonçant une institution qu'ils considèrent comme un « instrument de répression néocoloniale aux mains de l'impérialisme ».

Pour les autorités nigériennes, cette décision traduit la volonté de renforcer l'indépendance nationale et de garantir une pleine souveraineté judiciaire. En déposant officiellement sa notification de retrait, Niamey passe ainsi de la déclaration politique à l'action concrète, marquant une nouvelle étape dans la redéfinition de ses relations avec certaines institutions internationales.

Ce retrait intervient dans un contexte de profondes mutations géopolitiques au sein de l'espace sahélien, où les États membres de l'AES multiplient les initiatives visant à consolider leur autonomie politique, sécuritaire et institutionnelle.

Avec cette formalisation, le Niger confirme son engagement à exercer pleinement sa compétence judiciaire sur son territoire, tout en poursuivant la mise en œuvre de sa vision souverainiste portée par les autorités de transition.

Arouna Sidibé

Marché El Hadji Dossolo Traoré : Ouverture des inscriptions pour le recasement des commerçants sinistrés



La mairie du District de Bamako a lancé une opération de recensement et de recasement des commerçants touchés par l'incendie qui a ravagé le marché El Hadji Dossolo Traoré dans la nuit du 15 au 16 février 2026. L'annonce a été faite à travers un communiqué publié le 19 juin 2026 et signé par l'Agent chargé d'expédier les affaires courantes du District de Bamako, Marc Dabou.

Cette initiative vise à offrir une solution de relogement aux nombreux commerçants ayant perdu leurs espaces de vente à la suite du sinistre. À cet effet, les autorités ont retenu trois sites de recasement parmi lesquels les bénéficiaires pourront faire leur choix. Il s'agit du Champ Hippique de Bamako, des Halles Félix Houphouët-Boigny ainsi que de l'espace situé en face de la mairie de la Commune III, à Darsalam.

Selon le communiqué, sont concernés par cette opération les commerçants sinistrés détenteurs d'une autorisation délivrée par la mairie du District de Bamako. Les commerçants affectés par l'incendie et désireux de régulariser leur situation administrative sont également invités à s'inscrire sur les registres ouverts à cet effet.

Les inscriptions se déroulent du lundi au vendredi, de 7 h 30 à 16 h 00, auprès de la Direction de la Régie des Marchés du District (DRMD), située dans l'enceinte de l'ancienne voirie. L'opération se poursuivra jusqu'au mardi 30 juin 2026.

À travers cette démarche, les autorités du District entendent faciliter la reprise des activités économiques des commerçants victimes du sinistre et

contribuer à la relance de leurs activités. Elles invitent l'ensemble des personnes concernées à accomplir les formalités dans les délais fixés afin de bénéficier du dispositif mis en place et de contribuer au bon déroulement de l'opération de recasement.

Fatou Sissoko

Niger : Les forces de sécurité démantèlent la base des assaillants de l'attaque de l'aéroport de Niamey



Quelques jours après l'attaque terroriste visant l'aéroport de Niamey, les forces de défense et de sécurité nigériennes ont réalisé une avancée majeure dans l'enquête. Le Centre intégré de coordination des opérations (CICO) a annoncé avoir localisé et détruit la cache qui aurait servi de centre de préparation et de coordination aux auteurs de l'attaque perpétrée le 18 juin dernier contre l'infrastructure aéroportuaire de la capitale.

Selon les autorités, cette découverte a été rendue possible grâce aux renseignements obtenus auprès d'un assaillant capturé lors des opérations menées après l'attaque. Les informations recueillies ont permis aux enquêteurs de remonter jusqu'à une modeste habitation située à environ un kilomètre au nord-est de la clôture de l'aéroport de Niamey.

Une fois sur les lieux, un détachement des forces spéciales, appuyé par une équipe de sapeurs du génie militaire, a procédé à une fouille minutieuse de la zone. Les opérations ont conduit à la découverte d'un taxi ainsi que de plusieurs valises enterrées contenant un important lot de matériel utilisé par les assaillants.

Parmi les objets saisis figurent des fusils d'assaut AK-47, des chargeurs, des moyens de transmission de marque Motorola, des effets personnels ainsi que divers équipements servant à la préparation de l'opération terroriste. Ces éléments constituent, selon les autorités, des preuves importantes pour la poursuite des investigations et l'identification d'éventuels complices.

À l'issue des fouilles, les forces de sécurité ont procédé à la destruction complète du repaire afin d'empêcher toute réutilisation. La maisonnette a été réduite en gravats tandis que le taxi découvert sur place a également été détruit.

Cette opération illustre la détermination des autorités nigériennes à traquer les groupes terroristes et à renforcer la sécurité autour des infrastructures stratégiques du pays face à la menace persistante de l'extrémisme violent.

Arouna Sidibé

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Développement des ressources animales et aquacoles : Les acteurs du PDIRAM 2 évaluent les filières avicole, halieutique et aquacole à Bamako



Bamako accueille depuis ce lundi 22 juin 2026 un important atelier consacré au développement des filières avicole, halieutique et aquacole au Mali. Cette rencontre marque l'ouverture officielle de l'atelier de restitution des résultats de l'étude portant sur l'établissement de la situation de référence de l'aviculture, de la pêche et de l'aquaculture dans la zone d'intervention du Programme de Développement des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAM 2).

Réunissant les principaux acteurs du secteur, notamment les services techniques, les organisations professionnelles, les partenaires financiers ainsi que les bénéficiaires du programme, cet atelier vise à partager les conclusions de l'étude de référence qui servira de base à la mise en œuvre des différentes actions prévues dans le cadre du PDIRAM 2.

Le Programme de Développement des Ressources Animales et Aquacoles au Mali est un ambitieux projet cofinancé par le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Islamique de Développement (BID). Son enveloppe financière s'élève à 15,38 milliards de francs CFA, témoignant de l'importance accordée par les autorités et leurs partenaires à la modernisation des filières animales et aquacoles du pays.

À travers ce programme, les pouvoirs publics entendent apporter des réponses concrètes aux défis auxquels sont confrontés les producteurs, éleveurs, pisciculteurs et autres acteurs du secteur. Les interventions prévues couvrent plusieurs domaines stratégiques, notamment le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs, l'amélioration de l'accès aux équipements modernes et aux technologies adaptées ainsi que le développement d'infrastructures performantes



dans les domaines de l'aviculture, de la pêche et de l'aquaculture.

Le programme met également un accent particulier sur la structuration et la professionnalisation des différents maillons des chaînes de valeur concernées. L'objectif est de renforcer la compétitivité des filières, d'accroître la production nationale et de favoriser la création d'emplois durables, notamment au profit des jeunes et des femmes.

La présentation de l'étude de référence constitue une étape essentielle dans la mise en œuvre du PDIRAM 2. Elle permettra de disposer d'un état des lieux précis des filières ciblées, d'identifier les contraintes majeures et de mesurer ultérieurement les impacts des investissements réalisés dans le cadre du programme.

Au-delà des échanges techniques, cet atelier offre aux participants un cadre de concertation et de réflexion sur les stratégies à adopter pour améliorer durablement la productivité et la résilience des secteurs de l'aviculture, de la pêche et de l'aquaculture.

À travers le PDIRAM 2, le Mali réaffirme ainsi sa volonté de faire des ressources animales et aquacoles un levier important de croissance économique, de sécurité alimentaire et de création de richesses au bénéfice des populations.

Karamoko B Keita

Immatriculation des motos et tricycles : Des équipes déployées dans les camps militaires pour faciliter l'enrôlement



Dans le cadre de l'opération spéciale d'immatriculation des engins motorisés à deux et trois roues, les autorités maliennes poursuivent leurs efforts pour rapprocher les services d'enrôlement des différentes catégories d'usagers. Lancée le 15 juin 2026 dans le District de Bamako ainsi que dans les capitales régionales, cette campagne se poursuit avec l'ouverture de nouveaux sites dédiés aux forces de défense et de sécurité.

Le lundi 22 juin 2026, le ministère des Transports et des Infrastructures, à travers la Direction générale des Transports, a procédé au déploiement d'équipes d'enrôlement dans plusieurs camps militaires de Bamako et de Kati. Cette initiative vise à faciliter les formalités administratives aux agents de la Police nationale et de l'Armée, souvent confrontés à des contraintes liées à leurs obligations professionnelles.

Selon les responsables de l'opération, cette mesure répond à la volonté des autorités de permettre aux porteurs d'uniforme de régulariser la situation de leurs motos et tricycles sans perturber leurs missions quotidiennes. En rapprochant les services d'immatriculation des lieux de travail des agents, le département des Transports entend accélérer le processus d'enregistrement des véhicules concernés.

Trois sites ont été retenus pour accueillir les opérations d'enrôlement destinées aux militaires et aux policiers. Il s'agit du Camp du Génie militaire à la Base B, de la cour du Groupement Mobile de Sécurité (GMS) de la rive droite à Daoudabougou et du Camp militaire de Kati. Sur ces différents sites, les équipes techniques sont chargées d'effectuer les opérations d'identification, de collecte des données administratives et d'enregistrement des engins.



Cette campagne spéciale s'inscrit dans le cadre des efforts entrepris par les autorités pour renforcer l'identification des moyens de transport circulant sur le territoire national. L'immatriculation des motos et tricycles constitue un enjeu majeur en matière de sécurité routière, de lutte contre la criminalité et de gestion efficace du parc automobile.

Les motos et tricycles occupent aujourd'hui une place importante dans les déplacements quotidiens des populations, notamment dans les grandes agglomérations. Leur immatriculation permet non seulement de faciliter leur identification en cas d'accident ou de vol, mais également de contribuer à une meilleure organisation du secteur des transports.

À travers cette opération, le ministère des Transports et des Infrastructures réaffirme sa volonté d'offrir un service de proximité aux citoyens tout en favorisant le respect des obligations administratives liées à la circulation des véhicules.

Les autorités invitent ainsi l'ensemble des propriétaires d'engins à deux et trois roues, y compris les membres des forces de défense et de sécurité, à saisir cette opportunité pour régulariser leur situation et participer à l'effort national visant à améliorer la sécurité et la traçabilité des véhicules sur l'ensemble du territoire.

Karamoko B Keita

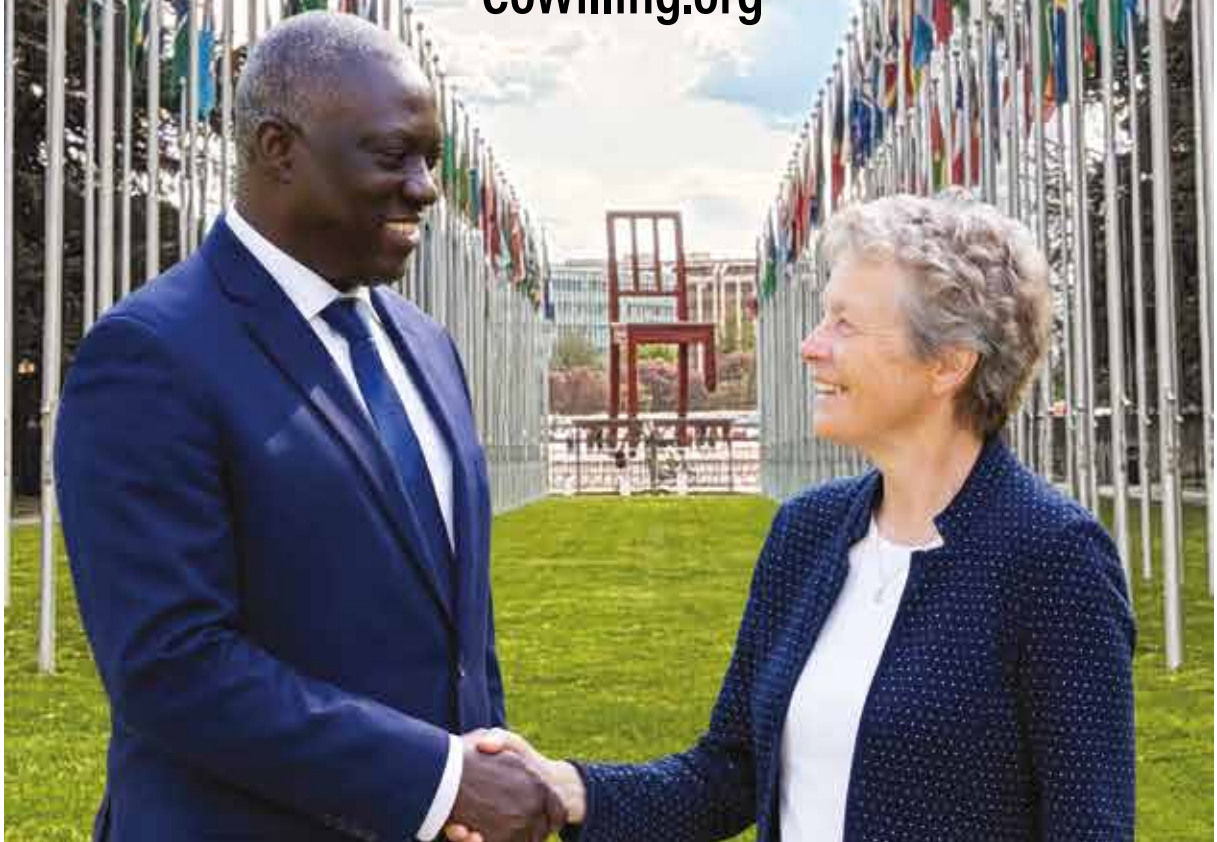
Africa Connect 2026

From Aid to Accountable Partnership
Rewarding Good Governance and
Strengthening Swiss–African Cooperation

27 JUNE | ZURICH

Co·Willing
Committed To Humanity

CoWilling.org



Journée du Rassemblement national pour l'unité des musulmans : Un événement religieux aux résonances politiques



Le Palais de la Culture Amadou Hampâté Bâ de Bamako a accueilli, le samedi 20 juin 2026, la Journée du Rassemblement national pour l'unité des musulmans, une initiative du Haut Conseil islamique du Mali (HCIM) placée sous le thème : « Rôle et place de la foi dans la quête du dialogue, de la solidarité et la préservation de l'unité nationale ».

La cérémonie a été présidée par le Ministre d'État, Général de corps d'armée Ismaël Wagué, parrain de l'événement, en présence du ministre des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes, le Dr Mahamadou Koné, ainsi que de nombreuses personnalités religieuses, coutumières et administratives.

Selon les organisateurs, cette rencontre vise à promouvoir le dialogue entre les différentes composantes religieuses du pays, à renforcer l'écoute mutuelle et à consolider le vivre-ensemble dans un contexte national marqué par de multiples défis sécuritaires, sociaux et institutionnels.

Toutefois, au-delà de son caractère spirituel et social, l'événement suscite de nombreuses interrogations dans l'opinion publique. Plusieurs observateurs s'interrogent notamment sur le sens politique de cette mobilisation du HCIM et sur le choix du Général Ismaël Wagué comme parrain de la rencontre.



Pour certains analystes, cette participation de haut niveau traduit une volonté de rapprochement et de dialogue entre les autorités de la Transition et les principales organisations religieuses du pays. D'autres y voient une tentative de renforcer les passerelles entre les institutions de la République et les leaders d'opinion religieux dans un contexte de refondation de l'État.

Ces interrogations trouvent leur origine dans les perceptions parfois contrastées ayant entouré les relations entre certaines figures religieuses influentes et les autorités de la Transition. Malgré la participation régulière du HCIM aux grandes concertations nationales et aux initiatives de paix et de cohésion sociale, des débats persistent sur la nature et l'intensité des relations entre les responsables religieux et les plus hautes autorités du pays.

Dans ce contexte, la tenue de cette journée apparaît comme un signal fort en faveur du dialogue et de l'unité nationale. À travers ce rassemblement, le Haut Conseil islamique du Mali entend rappeler le rôle que peuvent jouer les valeurs de foi, de solidarité et de tolérance dans la préservation de la stabilité du pays et le renforcement de la cohésion entre les différentes composantes de la nation malienne.

Moctar Sow

QUINZE HÔPITAUX DANS DES VILLES INVISIBLES : Le vrai bilan de cinq ans de Transition





On nous présente un chiffre : quinze hôpitaux de district, « une première dans l'histoire du Mali ». On nous montre des façades neuves, un scanner, une affiche dorée. Et l'on nous demande d'applaudir. Mais un hôpital n'est pas une façade que l'on inaugure ; c'est une route que l'on peut emprunter, une ambulance qui a du carburant, un bloc opératoire qui a de l'électricité, un médecin qui peut rejoindre son poste, et un malade qui n'a pas fui sa ville. Or c'est précisément tout cela que cinq ans de Transition ont détruit.

Posons la seule question qui compte : pour qui ces murs ont-ils été élevés ?

Le 7 juin 2026, au Palais des Sports de Bamako, on a célébré le cinquième anniversaire de l'investiture du Général Assimi Goïta dans une mise en scène de réalisations sociales et d'unité nationale retrouvée Alwihda Info NetAfrique. Pendant ce temps, le pays réel vivait une tout autre histoire. Depuis plusieurs mois, le JNIM impose des restrictions sur l'approvisionnement en carburant à Bamako et dans d'autres villes JDD, et ce blocus, instauré dès septembre 2025 sur les grands axes reliant Bamako aux ports de Dakar, Abidjan et Conakry La Nouvelle Tribune, a vidé les stations-service et plongé des quartiers entiers dans le noir. À Bamako, l'électricité n'est plus distribuée que quelques heures par jour La Nouvelle Tribune ; des habitants ont témoigné de soixante-douze heures sans le moindre courant Jeune Afrique. Comment fait-on fonctionner un scanner sans électricité ? Comment opère-t-on sans lumière ?

Et les villes ? Le 25 avril 2026, le



JNIM et le Front de libération de l'Azawad ont frappé simultanément Bamako, Kati, Mopti, Ségouré, Gao et Kidal, et le ministre de la Défense Sadio Camara a été tué à Kati Amnesty International. Plus d'une dizaine de compagnies de transport ont depuis suspendu leurs liaisons vers la capitale, des convois et des bus ont été incendiés Jeune Afrique. Voilà les « villes » de nos quinze hôpitaux : des villes que l'on assiège, que l'on coupe du monde, que l'on rend invisibles. On y construit un bâtiment pendant que l'on en interdit l'accès. On y plante un drapeau pendant que la population, elle, prend la route de l'exil.

Car derrière le décor, il y a des chiffres que la Transition ne projette pas sur ses affiches. À la fin de 2025, près de 415 000 personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays, dont une majorité d'enfants OCHA. Entre janvier et novembre 2025, le Mali a enregistré 753 incidents d'accès humanitaire, soit une hausse de 40 % en un an OCHA. Et tandis que l'on inaugure des hôpitaux, une flambée de diphtérie a fait, au 11 novembre 2025, 29 décès sur des centaines de cas suspects, dans un système de santé miné par une faible couverture vaccinale et un déficit d'infrastructures OCHA. Un hôpital de district ne soigne pas la diphtérie dans une région que l'on ne peut atteindre.

Le pire est que ce silence a été organisé. Les élections ont été repoussées indéfiniment, les partis politiques dissous en mai 2025 Wikipedia, et la charte du 10 juillet 2025 a octroyé au chef de la Transition un mandat de cinq ans renouvelable, sans élection Notre Afrik. On confisque la parole du peuple, puis on lui offre des hôpitaux comme on offre une consolation. Mais un peuple souverain ne se nourrit pas d'inaugurations : il exige des comptes.

Voilà le vrai bilan. Non pas quinze hôpitaux, mais quinze symboles d'un État qui sait encore couper des rubans mais ne sait plus protéger ses citoyens, éclairer ses villes, ouvrir ses routes, ni soigner ceux qu'il a laissés derrière le blocus. La santé d'une nation ne se mesure pas au nombre de bâtiments livrés, mais au nombre de malades qui peuvent encore y parvenir vivants.

Diriger, ce n'est pas mettre en scène. Diriger, c'est servir — et servir, c'est d'abord rendre ses villes visibles, accessibles et sûres pour ceux qui y vivent.

Yeah Samaké, ancien Maire et ancien Ambassadeur du Mali

#DIRIGERCESTSERVIR

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Journée mondiale de l'hygiène menstruelle : Le ministère de l'Éducation nationale intensifie la sensibilisation en milieu scolaire



Le Groupe scolaire du Point G, relevant de l'Académie d'Enseignement de Bamako Rive gauche, a accueilli, le jeudi 18 juin 2026, la célébration de la 12e édition de la Journée mondiale de l'hygiène menstruelle. Organisée par le ministère de l'Éducation nationale à travers la Direction nationale de l'Enseignement fondamental (DNEF), en partenariat avec l'UNICEF, cette rencontre a permis de réaffirmer l'engagement des acteurs éducatifs en faveur du bien-être et de la réussite scolaire des filles.

La cérémonie a enregistré la participation de plusieurs personnalités, notamment le représentant du ministre de l'Éducation nationale, Bana Moussa Bakhaga, le représentant de l'UNICEF, le Directeur national de l'Enseignement fondamental, Issoufi Arbert Bédari Touré, ainsi que des représentants des départements de la Santé et de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

Étaient également présents les responsables des services centraux du ministère de l'Éducation nationale, la présidente de la Plateforme nationale de la gestion de l'hygiène menstruelle, des partenaires techniques et financiers du secteur de l'éducation, des responsables scolaires, des enseignants, des élèves et de nombreux invités.

Placée sous le signe de la sensibilisation et de l'éducation, cette journée vise à briser les tabous entourant les menstruations et à promouvoir une meilleure prise en charge de l'hygiène menstruelle dans les établissements scolaires. Les organisateurs ont insisté sur la nécessité de garantir aux jeunes filles un environnement scolaire sain, sécurisé et inclusif, leur permettant de poursuivre leur scolarité dans les meilleures conditions.

À travers cette initiative, le ministère de l'Éducation nationale et ses partenaires entendent renforcer l'information, la sensibilisation et l'accès aux bonnes pratiques d'hygiène menstruelle. L'objectif est de contribuer à la réduction de l'absentéisme scolaire des filles et de favoriser leur maintien dans le système éducatif.

Cette célébration a ainsi constitué un cadre d'échanges et de mobilisation autour d'un enjeu majeur de santé, d'éducation et d'égalité des chances pour les jeunes filles maliennes.

Fatou Sissoko

Pour une gouvernance mondiale de l'IA au service de tous





Alors que l'intelligence artificielle redéfinit le monde à marche forcée, l'humanité se trouve à la croisée des chemins : cette technologie sera-t-elle un instrument de domination, ou un bien commun au service de tous ? Dès 2018, lors de la première Conférence mondiale sur l'intelligence artificielle (WAIC) à Shanghai, le président Xi Jinping a apporté la réponse de la Chine : « La Chine est prête à promouvoir le développement, à protéger la sécurité et à partager les fruits de l'IA avec tous les pays. » Dans le contexte actuel de montée de l'unilatéralisme et du protectionnisme, cette proposition revêt une importance capitale.

La tendance à la politisation de l'IA et aux contrôles stricts à l'exportation nourrit la crainte d'un nouvel affrontement technologique entre grandes puissances. Dans ce contexte, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Mao Ning, a déclaré : « L'IA n'est pas un brevet réservé aux grandes puissances, et encore moins un terrain de confrontation. » Cette position définit l'approche de Beijing : privilégier à la fois le développement et la sécurité. Sous l'égide de l'ONU, la Chine plaide pour des règles centrées sur l'humain, équitables et inclusives. Elle s'oppose fermement à l'utilisation de la « sécurité » comme prétexte pour imposer des blocus technologiques et priver les pays du Sud global de leur droit au développement, refusant de les confiner au rang de simples consommateurs.

Un partage réel passe par une technologie qui profite aux pays en développement. Pendant longtemps, les modèles dominants ont privilégié l'anglais, reléguant les langues et cultures africaines au second plan. La marginalisation des langues africaines dans le monde numérique commence à reculer. En Ouganda, des développeurs locaux ont entraîné le modèle « Sunflower », capable de comprendre le swahili, en s'appuyant sur l'architecture open source chinoise Qwen. Parallèlement, via les Ateliers Luban au Kenya et en Égypte, la Chine intègre l'IA dans l'enseignement et forme les jeunes aux métiers du numérique. Et la Chine travaille actuellement à la création de l'Organisation mondiale de coopération sur l'IA, agissant concrètement pour le multilatéralisme et le partage des modèles et des données.

Lors de la cérémonie de clôture de la WAIC 2025, des robots chiens technologiques ont présenté un spectacle de danse du lion traditionnelle chinoise.

Alors que la prochaine Conférence mondiale sur l'IA ouvrira ses portes à Shanghai en juillet, il est essentiel de réaffirmer cet engagement. Le progrès ne se mesure pas seulement à la vitesse de la technologie, mais à sa capacité à servir l'homme. La Chine est prête à œuvrer avec l'Afrique et tous les pays partageant cette vision pour construire un système de gouvernance de l'IA ouvert, juste et inclusif.

Source: cgtn.com

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Iran : Téhéran affirme son contrôle sur le détroit d'Ormuz et poursuit les négociations avec Washington



L'Iran a réaffirmé sa volonté de jouer un rôle central dans la gestion du détroit d'Ormuz, l'un des passages maritimes les plus stratégiques au monde pour le commerce énergétique international. Le négociateur en chef iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a déclaré que les conditions de navigation dans cette zone ne reviendraient plus à celles qui prévalaient avant le conflit ayant secoué la région.

Dans des propos rapportés par l'agence de presse officielle iranienne IRNA, M. Ghalibaf a souligné que « l'administration du détroit d'Ormuz ne redeviendra jamais ce qu'elle était avant la guerre ». Tout en affirmant que les règles internationales seraient respectées, il a insisté sur le fait que l'Iran entend désormais exercer une gestion renforcée de cette voie maritime stratégique située entre le golfe Persique et le golfe d'Oman.

Ces déclarations interviennent alors qu'une nouvelle phase de discussions s'est engagée entre Téhéran et Washington en vue d'un règlement durable des tensions au Moyen-Orient. Mohammad Bagher Ghalibaf a participé en Suisse à une première séance de pourparlers avec les représentants américains.

Le responsable iranien a salué les avancées enregistrées lors de cette rencontre, évoquant notamment des progrès sur plusieurs dossiers sensibles, dont le détroit d'Ormuz, la situation au Liban, les dérogations liées aux exportations pétrolières iraniennes ainsi que la question du déblocage des avoirs financiers gelés de l'Iran à l'étranger.

Par ailleurs, Téhéran accuse Israël de s'opposer au processus diplomatique en cours. Selon M. Ghalibaf, l'État hébreu considérerait ces négociations comme une menace pour ses intérêts et chercherait à les compromettre. L'Iran continue également de réclamer l'inclusion du dossier libanais dans tout accord global de cessation des hostilités.

Sur le chemin du retour vers Téhéran, Mohammad Bagher Ghalibaf et le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, ont effectué une escale à Oman où ils ont été reçus par le chef de la diplomatie omanaise, Badr Albusaidi, acteur important des efforts de médiation régionale.

Arouna Sidibé

Tournée du ministre mauritanien de la Défense dans l'AES : Entre rapprochement sécuritaire et interrogations stratégiques



Le ministre mauritanien de la Défense, Hanana Ould Sidi, a effectué du 15 au 18 juin 2026 une tournée dans plusieurs pays du Sahel, notamment le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad. Cette initiative, présentée officiellement comme une démarche visant à renforcer la coopération sécuritaire régionale après la dissolution du G5 Sahel, suscite de nombreuses analyses quant aux véritables enjeux qu'elle recouvre.

La première étape de cette tournée a conduit le ministre mauritanien à Bamako où il a été reçu par le Président de la Transition, le Général d'armée Assimi Goïta. Les échanges ont porté sur la lutte contre le terrorisme, la sécurité transfrontalière et les perspectives de coopération entre les deux pays. Le responsable mauritanien était également porteur d'un message du président Mohamed Ould Ghazouani.

Après Bamako, Hanana Ould Sidi s'est rendu à Niamey puis à Ouagadougou avant de terminer son périple à N'Djamena. Au Tchad, les discussions ont également porté sur des questions diplomatiques, notamment le soutien à la candidature mauritanienne au poste de secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique (OCI).

Cependant, cette tournée intervient dans un contexte marqué par une certaine méfiance entre la Mauritanie et plusieurs pays de l'Alliance des États du Sahel (AES). Au Mali, certains observateurs continuent d'évoquer les tensions liées à des incidents frontaliers et à des accusations récurrentes concernant la présence présumée d'éléments armés dans les zones frontalières.

Le souvenir du rôle joué par la Mauritanie lors des négociations de Kidal en 2014 demeure également présent dans certains cercles politiques et sécuritaires maliens. Ces éléments alimentent les interrogations sur la nature du positionnement stratégique de Nouakchott.

Pour de nombreux analystes, la visite de Hanana Ould Sidi traduit néanmoins la volonté de la Mauritanie de maintenir le dialogue avec ses voisins sahéliens tout en préservant ses partenariats internationaux. Reste à savoir si cette dynamique débouchera sur un rapprochement durable avec l'AES ou sur la poursuite d'une politique d'équilibre entre différents pôles d'influence régionaux et internationaux.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Protection des jeunes footballeurs : La FEMAFOOT annonce une mission de certification des centres de formation



La Fédération Malienne de Football (FEMAFOOT) a réaffirmé son engagement en faveur de la protection des enfants et des jeunes évoluant dans le milieu du football. Dans un communiqué publié le 18 juin 2026, l'instance dirigeante du football malien a annoncé une série de mesures destinées à renforcer la sécurité et le bien-être des jeunes sportifs à travers le pays.

Cette prise de position intervient dans un contexte marqué par la diffusion d'informations faisant état de soupçons d'abus impliquant des joueurs mineurs. Face à ces préoccupations, la FEMAFOOT rappelle que la protection de l'enfance constitue une priorité absolue et s'inscrit au cœur des valeurs promues par les instances internationales du football, notamment la FIFA et la Confédération Africaine de Football (CAF).

Afin de garantir un environnement sain et sécurisé aux jeunes pratiquants, la Fédération prévoit de lancer prochainement une mission de certification des académies, centres de formation et autres structures de football opérant sur le territoire national. Cette opération permettra d'évaluer plusieurs aspects essentiels, notamment la qualité de l'encadrement, les conditions de gouvernance, les infrastructures disponibles ainsi que le respect des normes de protection des mineurs.

À travers cette initiative, la FEMAFOOT entend renforcer le contrôle et le suivi des structures chargées de la formation des jeunes talents. L'objectif est de s'assurer que les enfants et adolescents bénéficient de conditions favorables à leur épanouissement sportif, éducatif et personnel.

La Fédération estime que la professionnalisation des centres de formation constitue une étape importante pour le développement du football malien. Elle ambitionne également de promouvoir les bonnes pratiques en matière de protection de l'enfance et de prévenir toute forme d'abus ou d'exploitation au sein des structures sportives.

Par cette démarche, la FEMAFOOT réaffirme sa volonté de bâtir un football plus responsable, fondé sur le respect des droits des jeunes joueurs et sur la création d'un cadre sécurisé propice à l'émergence des talents de demain.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com